

Bolivie : les erreurs d'Evo Morales

L'élection d'Evo Morales à la tête de la Bolivie fut, en 2006, un événement historique sans précédent. Pour la première fois, un indigène accédait à la fonction suprême dans un pays jusque-là dirigé sans partage par une élite minoritaire. Le nouveau président tint assez rapidement ses promesses, grâce à un certain nombre de mesures économiques et sociales spectaculaires. Sous la présidence Morales, la pauvreté a été divisée par deux, l'analphabétisme et les inégalités ont reculé, le PIB a connu une hausse constante.

Originaire de l'altiplano andin, issu d'une famille aymara de paysans pauvres qui avait émigré dans la région fertile du Chapare, au centre du pays, Evo Morales débute son militantisme dans les années 1980, où il se distingue comme leader syndical des cultivateurs de feuilles de coca. Plus tard, il devient le président de la Fédération des cococaleros du tropique de Cochabamba (titre qu'il n'a jamais quitté) – un secteur au poids numérique et symbolique important en Bolivie.

Lorsqu'il est élu député en 1997, il s'oppose au gouvernement d'Hugo Banzer (1997-2001) qui a déclaré la guerre au narcotrafic, menant une politique d'éradication forcée de la culture de la coca. Evo Morales se dresse alors en défenseur du droit des populations autochtones à cultiver la feuille sacrée.

Elu avec le soutien d'une coalition de mouvements sociaux, indigènes, paysans, universitaires et d'intellectuels, « Evo Morales a permis l'alliance de l'ouvrier, du paysan, de l'Indien et de la classe moyenne urbaine », juge Claude Le Gouill.

A sa prise de pouvoir en 2006, Evo Morales entreprend avec son Mouvement vers le socialisme (MAS) une transformation profonde de la société, baptisée « processus de changement ». Un programme dont les objectifs premiers sont la récupération de la souveraineté nationale contre « l'impérialisme nord-américain » – par l'intermédiaire, notamment, de la nationalisation des ressources naturelles – et la convocation d'une Assemblée constituante.

Le Mouvement vers le socialisme (MAS) d'Evo Morales a cependant fini par concentrer tous les pouvoirs, ignorant la classe moyenne urbaine et la jeunesse. C'est cette dérive politique qui lui a valu d'être chassé de son pays, qu'il a fui mardi 12 novembre pour se réfugier au Mexique.

Le président lui-même avait commis une erreur majeure en 2016, lorsqu'il avait décidé de ne pas tenir compte du « non » au référendum, pourtant organisé de sa propre initiative, pour pouvoir se présenter à un quatrième mandat, interdit par la Constitution.

Les soupçons de fraude qui ont pesé sur le résultat de l'élection présidentielle du 20 octobre étaient dès lors inévitables. Le rapport de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui a confirmé de « graves irrégularités », a donné le coup de grâce. C'est le moment qu'a choisi la hiérarchie militaire pour demander au président de démissionner, afin de « permettre le retour de la stabilité » en Bolivie, comme aux heures les plus sombres des coups d'Etat militaires d'Amérique latine.

La Bolivie court à présent le risque d'un désastreux retour en arrière. L'extrême droite, qui n'a jamais admis qu'un indigène dirige le pays, a pris la tête de l'opposition et s'efforce de marginaliser le centriste Carlos Mesa, arrivé deuxième à l'élection

du 20 octobre. La façon dont la seconde vice-présidente du Sénat, Jeanine Añez, s'est proclamée mardi présidente par intérim, Bible à la main, après s'être fait remettre l'écharpe présidentielle par le commandant en chef de l'armée au Parlement sans le quorum nécessaire, a de quoi inquiéter, même si elle a reçu l'aval du Tribunal constitutionnel.

Les affrontements qui ont suivi le scrutin du 20 octobre font craindre un retour des fractures que l'on aurait pu espérer révolues. Déjà Les partisans de l'ex-président réclament son retour et rejettent le gouvernement autoproclamé de Jeanine Añez.

« Nous sommes les peuples premiers, nous ne voulons pas d'une présidente raciste », lâche Porfirio, un homme d'une cinquantaine d'années.

Avec des membres de sa communauté de l'altiplano andin, ils ont entamé, depuis le petit matin du jeudi 14 novembre, une marche en direction de La Paz, le siège des institutions, pour exiger la démission de la nouvelle présidente transitoire, Jeanine Añez.

A El Alto, ville qui surplombe la capitale, des milliers de personnes convergeaient ainsi de plusieurs provinces du pays, jeudi 14, avant de descendre vers La Paz. « Qu'elle s'en aille ! », scandaient-elles, tandis que les banderoles « Non au coup d'Etat » étaient brandies, en référence au renoncement de leur leader, Evo Morales. Au sein du cortège, jeudi, des milliers de wiphala, le drapeau des peuples indigènes aux sept couleurs, flottaient au-dessus des manifestants comme symbole de résistance. « Nous avons été dominés pendant cinq cents ans, nous n'avons pas peur. Notre peuple a vécu sous la colonisation espagnole, ils nous ont soumis avec la Bible et la violence. Nous n'allons pas permettre que nos droits soient à nouveau bafoués », s'indigne Maximo, originaire d'un village aymara, l'ethnie majoritaire.

Depuis Mexico, Evo Morales se dit prêt à retourner en Bolivie sans être candidat à la prochaine élection. Ce serait une nouvelle erreur. S'il a vraiment l'intérêt de ses concitoyens à cœur, M. Morales serait plus avisé de se tenir en retrait, afin que la violence puisse cesser en Bolivie et une issue constitutionnelle émerger. Celle-ci passe nécessairement par une nouvelle élection, qui ne pourra se tenir que si tous les partis se comportent de manière responsable.

Extraits de trois articles du journal *Le Monde*, que vous pouvez retrouver sur leur site :

- 1- Editorial du « Monde » - *Le Monde* - 14/11/2019 - 17h03
https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/11/14/bolivie-les-erreurs-d-evo-morales_6019123_3232.html
- 2- *Le Monde* – Article d'Amanda Chaparro - Publié le 15/11/2019 à 11h22
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/15/en-bolivie-transition-houleuse-apres-evo-morales_6019263_3210.html
- 3- *Le Monde* – Article d'Amanda Chaparro - Publié le 12 novembre 2019 à 10h36
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/11/12/evo-morales-une-icone-indigene-dechue-qui-promet-de-revenir-en-force_6018837_3210.html

Au Venezuela, « la patrie est devenue un enfer »

Selon les chiffres de l'ONU, plus de 4,3 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015, fuyant un pays ravagé par une crise sans précédent. Le chiffre place l'exode vénézuélien au deuxième rang mondial, après celui des Syriens.

Le Monde - Par Marie Delcas Publié le 07 octobre 2019 à 11h06
https://www.lemonde.fr/international/article/2019/10/07/au-venezuela-la-patrie-est-devenue-un-enfer_6014528_3210.html

Partir ou ne pas partir ? La question hante le Venezuela. « Moi, je dis que ceux qui partent sont des traîtres à la patrie », lance Ivan Teran, qui vend des salades dans un chariot rouillé sur le marché de Coche, dans le sud populaire de Caracas. Le propos soulève un tollé : « La patrie est devenue un enfer », lui rétorque un client. « Moi, je partirais si je n'avais pas trois enfants en bas âge », ajoute un autre. Ivan interroge : « Si tout le monde s'en va, comment les choses vont-elles changer ? » « Elles ne vont pas changer », répond le premier client.

Selon les chiffres de l'ONU, plus de 4,3 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays depuis 2015, fuyant un pays ravagé par une crise sans précédent. Le chiffre place l'exode vénézuélien au deuxième rang mondial, après celui des Syriens. « Il constitue un record pour un pays qui n'est pas en guerre et qui n'a pas connu de grande catastrophe naturelle », note Christian Kruger, directeur des services migratoires colombiens.

Terre de pétrole et d'immigration, le Venezuela a accueilli dans le passé des centaines de milliers de Latino-Américains. Selon les estimations de Caracas, plus de 3 millions de Colombiens y vivent encore. Mais, retour de l'histoire, l'inégalitaire et encore violente Colombie fait désormais figure d'eldorado ou du moins de refuge. Les conditions de vie du 1,4 million de Vénézuéliens migrants y sont pourtant précaires. « Je vis mal mais je ne veux pas subir l'humiliation de la xénophobie », explique Ivan.

Les Vénézuéliens les plus aisés ont été les premiers à partir, pour beaucoup à Madrid ou à Miami. Les jeunes diplômés ont suivi. Puis l'exode est devenu général. Toute l'Amérique du Sud est concernée. Cinq mille personnes par jour quittent en moyenne le Venezuela, selon les organismes internationaux. En juin, l'Organisation des Etats américains signalait que le nombre de Vénézuéliens à l'étranger pourrait atteindre 7,5 millions d'ici à fin 2020. « Comment va-t-on reconstruire le pays, si tous les jeunes les mieux formés sont partis ou ont envie de partir ? », s'inquiète Sayed. En attendant, les Vénézuéliens de l'extérieur envoient de l'argent à leur famille. Dans un pays où le salaire minimum est à moins de 2 dollars, 100 dollars changent la vie. Ces remesas, dont le montant global est difficile à estimer, permettent d'éviter la catastrophe humanitaire.